

**BENBOUZID**  
**DEPUIS AÏN-DEFLA :**  
**«Il n'y a pas de différend**  
**entre nous**  
**et la Fonction publique»**

C'est Benbouzid, ministre de l'Education nationale, qui, en réponse à des questions orales de députés sur la non-tenue des concours de recrutement, a fait «porter le chapeau» à la Fonction publique, l'accusant de bureaucratie», qui serait derrière le retard considérable enregistré pour la tenue des concours dans le secteur de l'Education».

Par voie de presse, Kharchi Djamel, directeur général de la Fonction publique, répond à Benbouzid. Il dit assumer cette bureaucratie si elle accomplit correctement la mission qui lui est assignée en veillant à ce que ces concours se tiennent dans la transparence et conformément aux règlements. Il parle même de «fraude généralisée dans la tenue des concours», en apportant des preuves irréfutables.

Le ministre de l'Education nationale, Boubekour Benbouzid, alors en visite d'inspection dans la wilaya de Aïn-Defla, hier, réagit à son tour à ses contre-accusations.

Dans un point de presse, tenu dans un CEM de la ville de Rouina (ouest de Aïn-Defla), Benbouzid nie l'existence de différend entre lui et la direction générale de la Fonction publique.

«Il n'y a pas de différend entre nos deux institutions, mais nous nous en remettons au Conseil du gouvernement qui tranchera». Donc il s'agit là d'une reconnaissance implicite que le différend existe bien puisqu'il sollicite le Conseil du gouvernement qu'il dit «seul être habilité à trancher cette affaire et qu'enfin les concours de recrutement puissent être tenues».

Karim O.

**GRIPPE AH1N1**  
**Six nouveaux cas**

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière annonce que six nouveaux cas de grippe AH1N1 ont été confirmés hier. Il s'agit d'un ressortissant étranger à Alger, âgé de 24 ans, arrivé récemment de Bombay (Inde) via le Caire (Egypte), un enfant âgé de 5 ans, à Tizi-Ouzou, arrivé récemment de France, quatre cas à Tizi-Ouzou concernant une jeune femme de 20 ans, un homme de 39 ans, un enfant de 7 ans et un enfant de 2 ans, tous sujets mis en contact du cas déjà confirmé en date du 31 octobre 2009. Pour l'ensemble de ces cas, les mesures médico-sanitaires prévues dans le plan national de lutte contre la pandémie de grippe AH1N1 ont été initiées et les investigations épidémiologiques se poursuivent. Toutes ces personnes sont actuellement hospitalisées dans des services de référence et sont sous étroite surveillance médicale. Au total, 98 cas ont été confirmés au 2 novembre 2009.

**SIDI-BEL-ABBÈS**  
**Deux ouvriers happés par**  
**une bétonnière : un mort**  
**et un blessé grave**

Dans la journée de dimanche dernier, un malheureux accident s'est produit dans les ateliers de la société Cetic causant la mort sur le coup d'un ouvrier et des blessures très graves à un autre. Alors que les deux victimes s'affairaient autour d'une bétonnière en panne, un autre ouvrier, un Chinois, l'a remise en marche, ignorant la présence des ouvriers. Sa mise en marche a surpris les victimes. L'une d'elles est quand même parvenue à se soustraire à l'engin, alors que l'autre a malheureusement péri.

A. M.

**L'agresseur du ressortissant**  
**italien placé sous mandat**  
**de dépôt**

La police de Sidi-Bel-Abbès est parvenue dernièrement à identifier et à arrêter l'agresseur d'un ressortissant italien dans le chef-lieu. D'après le communiqué de la cellule, le ressortissant italien a été délesté de son portable et de son porte-feuille contenant ses documents officiels, et d'une somme d'argent, sous la menace d'une arme blanche du présumé accusé, en l'occurrence le nommé B. A. âgé de 26 ans. L'alerte donnée, le voleur a été arrêté et écroué par le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

**ENSEIGNANTS CONTRACTUELS**

**Rendez-vous le 17 novembre**

**La bonne foi du ministre de l'Education nationale quant à régler les problèmes des enseignants contractuels se confirme-t-elle ? Contrairement à ses habitudes, le département de Benbouzid a accepté de recevoir, hier, les enseignants contractuels qui ont organisé, le jour même, un sit-in devant le ministère.**

Salima Akkouché -

Alger (Le Soir) - Ils étaient près de 160 enseignants à se rassembler hier devant la ministère de tutelle, selon les estimations du Syndicat des enseignants contractuels. Cependant, contrairement aux rassemblements précédents, ces derniers n'ont pas été malmenés, encore moins tabassés.

Après que ces derniers eurent été orientés vers le directeur des études, le secrétaire général du ministère, Boubekour Khaldi, a finalement décidé de recevoir une délégation de trois enseignants. Et il s'est engagé, selon la chargée d'information du syndicat des enseignants, Mme Meriem Maârouf, à

convaincre la direction de la Fonction publique de trouver une formule spécifique pour régler leur cas.

Les enseignants doivent attendre jusqu'au 17 novembre prochain pour avoir une réponse définitive. D'ici là, si aucune réponse favorable ne leur est donnée, le syndicat promet de revenir à la charge.

M. Khaldi a, toutefois, laissé entendre que le torchon brûle entre le ministère de l'Education et la Fonction publique. En effet, alors que Benbouzid accuse la Fonction publique de

retards quant à l'organisation des concours de recrutement d'enseignants, le directeur général de la Fonction publique déclare que les recrutements précédents ont fait l'objet de trafics et que le premier responsable du secteur en a été avisé.

Estimés à près de 40 000 à l'échelle nationale, les enseignants contractuels demandent, rappelons-le, leur réintégration à leurs postes actuels et le versement de leurs salaires impayés.

S. A.

**EN DÉCIDANT DE JUMELER SES TROIS BUREAUX RÉGIONAUX**

**Le Cnapest opte pour une nouvelle organisation**

**Le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), qui organisera une grève d'une semaine renouvelable à partir du 8 novembre prochain, a décidé d'unifier ses actions syndicales, en adoptant une nouvelle forme d'organisation.**

Tout en gardant son ancienne structuration, le syndicat a décidé de créer un bureau et un conseil commun aux trois régions

de l'Est, du Centre et de l'Ouest. Dans un communiqué rendu public, le syndicat appelle les professeurs à adhérer massivement à la

protesta pour faire aboutir leurs revendications. Pour rappel, le Cnapest a maintenu son mouvement de débrayage après sa rencontre avec le secrétaire général du ministère de l'Education nationale, la semaine dernière. Une rencontre, qui, selon le syndicat, n'a rien apporté de concret, le secrétaire général leur ayant demandé,

sans contrepartie, de geler la grève. Le Cnapest revendique, entre autres, l'application du régime indemnitaire avec effet rétroactif à janvier 2008, un nouveau mode de gestion des œuvres sociales et une étude approfondie du dossier de la médecine du travail. Enfin, le syndicat dénonce la surcharge horaire sur le plan pédagogique.

S. A.

**ELLE EST PROPOSÉE À LA VENTE**

**La pomme de terre déstockée**  
**cherche toujours preneur**

**La pomme de terre déstockée n'arrive-t-elle pas à trouver preneur ? La question mérite d'être posée, un avis de vente en direction des commerçants ayant été lancé par la société chargée d'assurer le pilotage du dispositif de régulation des produits de large consommation, en l'occurrence Syrpalac II.**

La pomme de terre est proposée à la vente à des prix compétitifs. C'est ce qui ressort d'un placard publicitaire où il est fait mention de la mise à la disposition des grossistes, mandataires, revendeurs et autres grandes surfaces d'une gamme variée de pommes de terre à commercialiser auprès du grand public, et ce dans le cadre du dispositif de régulation des produits de large consommation Syrpalac II.

Le tubercule stockée est-elle boudée par les commerçants au point que la société en charge de son écoulement doive recourir à opération de marketing ? Cédée entre 40 et 45 DA/kg chez le détaillant, la pomme de terre stockée semble connaître une certaine frilosité auprès des consommateurs, contrairement à la pomme de terre fraîche, cédée entre 60 et 70 DA/kg. En témoigne l'avis de vente lancé par la Société de ges-

tion des participations/production animale (SGP/PRODA) chargée d'élargir le réseau de stockage et d'assurer le pilotage de ce dispositif le paiement des agriculteurs à la livraison du produit. Selon le chargé de communication auprès du ministère de l'Agriculture, M. Djamel Barchiche, cette procédure est tout à fait normale.

«C'est une gestion commerciale transparente et une manière d'informer tous les acteurs que le stock à vendre est mis à leur disposition», explique-t-il. Et ce dernier de préciser que la société en question a recouru à un avis de vente pour renouveler son stock.

Cette procédure est-elle la même que celle appliquée lors de la précédente opération du Syrpalac ? Notre interlocuteur répond par l'affirmative. Selon le département de Benaïssa, le Syrpalac II permettra de



Photo : Samir Sid

**La pomme de terre déstockée boudée par le consommateur.**

pomme de terre pour couvrir les besoins et stabiliser les prix à la consommation sur les marchés, particulièrement en période de soudure.

L'opération de déstockage qui a commencé depuis quelques mois devrait se poursuivre au cours de la période de soudure (jusqu'à la mi-novembre) afin d'équi-

librer le marché, et ce jusqu'à l'arrivée de la récolte de l'arrière-saison, à partir de la deuxième quinzaine du mois de novembre.

Mais pour autant, cette opération ne semble pas avoir atteint son objectif premier, puisque le consommateur continue d'acheter le tubercule à des prix exorbitants.

S. A.

**AVIS DE DÉCÈS**

Les familles Lamrous et Seddiki, parents et alliés, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur cher et regretté père et grand-père

**Amokrane Lamrous**

L'enterrement aura lieu aujourd'hui à 13h au cimetière Bouhamam (Bouzaréah)

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»